

## Économie Les prescriptions de Jacques Attali aux artisans

L'économiste et écrivain Jacques Attali était, hier à Sélestat, le grand témoin des 7<sup>es</sup> Universités de l'artisanat d'Alsace.



Jacques Attali, aux côtés du président Stalter, a fait un tabac auprès des 500 artisans et entrepreneurs présents. Photo Vincent Voegtlin

Organisée par la Chambre de métiers d'Alsace avec la Confédération de l'artisanat, la septième édition des Universités de l'artisanat d'Alsace a fait salle comble, hier soir, aux Tanzmatten à Sélestat. Plus de 500 entrepreneurs et artisans sont venus assister à deux tables rondes, l'une sur les professions réglementées, l'autre sur l'artisanat de demain. Mais le clou de la soirée a été la conférence de l'économiste et écrivain Jacques Attali qui, durant une grosse demi-heure, a exposé sa vision de l'économie mais aussi la place prépondérante que doit continuer à jouer « la première entreprise de France », pour reprendre un slogan publicitaire bien trouvé, car reflétant la réalité.

Deux jours après la nomination d'un nouveau gouvernement qui a vu l'arrivée au ministère de l'Économie d'Emmanuel Macron – que Jacques Attali connaît bien, puisqu'il fut le rapporteur de la commission de simplification de l'économie française que l'ancien sherpa de François Mitterrand présida en 2008, à la demande de

Nicolas Sarkozy – le grand témoin de ces Universités de l'artisanat d'Alsace a refusé de parler d'un « tournant politique ». C'est plutôt, pour lui, « une clarification de personnes ». « Il ne fait aucun doute que le pays est confronté à une situation difficile. Le moment n'est néanmoins pas à la discussion, mais à l'action. »

### Une priorité : le logement

Avant d'exposer sa vision de l'artisanat, « mélange de tradition et de modernité confronté à un formidable avenir », Jacques Attali n'a pas caché, lors d'une discussion informelle avec le président de la CMA Bernard Stalter, « l'urgence

de la situation pour le pays ». « Le remaniement intervient au plus mauvais moment, puisqu'en pleine préparation budgétaire. Il faut clarifier les choses en quinze jours, et c'est très court. Mais on perd du temps depuis vingt ans. Au lieu de faire des réformes, les politiques ont fait des dettes. Dépenser plus et baisser les impôts, les hommes politiques adorent, mais à un moment surgissent des limites. »

Parmi les réformes urgentes citées par Jacques Attali, figurent notamment le logement et la formation professionnelle. « Il faut enlever aux maires le contrôle des permis de construire, faire en sorte de libérer les terrains constructibles, et mettre en œuvre une fiscalité adéquate. »

Sur la formation professionnelle, Jacques Attali a dénoncé « le gaspillage de la formation permanente qui doit aller aux chômeurs ». « Et il faut évidemment revaloriser l'apprentissage », a défendu l'économiste, regrettant les lenteurs dans la simplification administrative.

« Je regrette l'échec du référendum sur le conseil unique d'Alsace », a aussi indiqué Jacques Attali, insistant sur l'importance, pour la région, de « mettre en place des projets transfrontaliers fédérateurs ». « Le succès de l'Europe est un autre enjeu majeur, notamment pour l'Alsace, qui a aussi tout intérêt à ce que l'Allemagne aille bien. Mais l'Europe n'avancera pas sans un gouvernement européen qui sera la seule option pour sauver l'euro. Pour cela, il faudra un budget européen. Ensuite, l'Alsace a intérêt à ce que l'Allemagne aille bien, mais à vingt ans d'ici, je ne suis pas inquiet pour la France par rapport à l'Allemagne », estime Jacques Attali, glissant n'avoir « jamais été favorable aux 35 heures ».

Un artisan disant avoir « l'impression que le gouvernement gagne du temps pendant que le pays va droit dans le mur, avec les artisans assis sur le siège avant », Jacques Attali a fini de conquérir son auditoire en répondant : « Remplacez artisans par citoyens, et je suis d'accord avec vous ! »

Laurent Bodin

## PSA Mulhouse L'option du chômage partiel pour améliorer la rentabilité



Même la ligne de la Peugeot 2008 est concernée. Archives D. Sz.

### Les deux chaînes de montage de PSA Mulhouse seront touchées par d'importantes mesures de chômage technique en octobre.

Dix jours après le redémarrage des lignes de montage, après les congés d'été, la réunion du comité d'établissement de PSA Mulhouse, hier matin, a pris des allures de douche froide pour les organisations syndicales. Celles-ci ont, en effet, été informées par la direction que dix jours de chômage sont programmés pour l'unique équipe de montage des véhicules C4 et DS4. Dans le même temps, trois jours de chômage partiel sont prévus sur la ligne de la Peugeot 2008, alors même que la demande commerciale concernant ce véhicule ne faiblit pas.

### « Marges à restaurer »

Très clairement, ces mesures ont pour objectif d'améliorer les résultats financiers de l'exercice comptable en limitant les stocks à fin octobre. Les véhicules mis en fabrication après le 1<sup>er</sup> novembre sont en effet pris en compte dans le budget 2015 du fait d'un paiement des fournisseurs à 60 jours. Par ailleurs, la direction assume aussi une politique de « net pricing » qui pourrait influencer sur les volumes. « Il s'agit de restaurer les marges et de vendre des véhicules sans consentir des marges commerciales trop importantes », reconnaît un porte-parole de la direction de PSA.

Pour les syndicats, la pilule est amère. « On s'attendait à du chômage pour la C4 et DS4, deux

véhicules en difficulté, mais pour la 2008, c'est le grand écart avec des heures supplémentaires à gogo en juillet et du chômage en octobre », regrette Laurent Gautherat (CFE-CGC) pour qui « la direction de PSA joue la carte de la rentabilité financière au détriment des salariés ».

« C'est un choc », abonde Michel François, responsable du syndicat FO, qui s'inquiète des « pertes de salaires conséquentes au regard de dix jours de chômage ». « C'est pour cette raison que nous avons demandé que des formations soient proposées aux salariés au lieu de les contraindre au chômage. » Également formulée par les autres organisations, la demande a été rejetée par la direction.

### « Pas cohérent »

« Nous sommes étonnés par ces annonces, notamment sur le système 2, car la demi-équipe de nuit démarre le 15 septembre. Nous espérons que celle-ci sera pérenne », réagit Ronald Laventini (CFDT). Et d'ajouter que « ces séances annulées ne sont pas cohérentes vu tous les efforts et les heures supplémentaires faites ces dernières semaines ». « La baisse de la C4/DS4 (en attente de restyling) ne prêche rien de bon pour le système 1, et l'inquiétude est palpable », note Laurence Navarro (CFTC) selon qui « les salariés et la CFTC se posent de nombreuses questions qui sont légitimes ».

La CGT, pour sa part, dénonce une « flexibilité du travail, permise par l'accord (Nouveau Contrat social, NDLR) signé par FO-CFTC-CFE/CGC qui fait baisser la rémunération des salariés en cas de chômage partiel (ligne C4), ou permet à la direction de faire payer les jours de chômage par les salariés (ligne 2008) ».

L.B.

## Haut-Rhin « Une véritable union sacrée pour l'Alsace »

L'opposition au conseil général du Haut-Rhin s'est ralliée hier à la majorité pour tenter de relancer le Conseil d'Alsace et éviter la fusion avec Lorraine/Champagne-Ardenne.



L'image de « l'union sacrée » : Charles Buttner aux côtés d'Odile Boquet (indépendante), Henri Stoll (écologiste), Brigitte Klinkert (majorité) et Hubert Miehé (socialiste). Photo C. T.

Le débat qui a eu lieu hier matin en commissions réunies « s'est cristallisé sur le fait que l'Alsace ne doit pas disparaître. Tout le monde est d'accord là-dessus », a résumé le président Charles Buttner, lors d'une conférence de presse collégiale avec les représentants de l'opposition. « Nous avons dépassé les clivages, même s'il y avait des réticences de chaque côté », salue pour sa part le député Eric Straumann, en pointe dans ce dossier. Tous deux appellent à la mobilisation des élus de tous bords, mais aussi de la population.

Après le rassemblement de la majorité alsacienne (L'Alsace de mardi), on assisterait donc selon

la vice-présidente Brigitte Klinkert à « une véritable union sacrée pour l'Alsace ». Voir. Du côté des élus écologistes et indépendants, Henri Stoll évoque certes « une unanimité en faveur du maintien de l'entité Alsace et contre le rattachement à une collectivité énorme ». Il précise : « Mais on ne voulait pas tomber dans l'antigouvernemental ou le propos identitaire. »

Du côté des socialistes, en porte-

à-faux avec une réforme portée par leur majorité, c'est un peu plus compliqué : Jo Spiegel a logiquement plaidé pour le Conseil unique. Pierre Freyburger était absent. Michel Habib et Gilbert Buttazoni ont pour leur part défendu « l'ouverture sur la Lorraine ». « Mais dans l'urgence, on assure d'abord la survie », commente Hubert Miehé, invoquant « le sens des responsabilités ». Les

socialistes ont toutefois insisté pour garder une porte ouverte à des adhésions ultérieures de départements (Territoire de Belfort, Moselle...).

### « Le diable se cache dans les détails »

« L'union sacrée » affichée hier reflète le consensus qui existe parmi les élus alsaciens, opposés à la constitution d'une grande région avec Champagne-Ardenne. Mais si personne n'a voté contre le texte commun, cela ne veut pas dire, loin s'en faut, qu'il fera l'unanimité quand il sera présenté en séance publique, peut-être dès le 14 septembre.

D'ici là, le texte adopté hier appelle à créer un groupe de travail d'une quinzaine d'élus issus des trois collectivités alsaciennes. Les élus d'opposition y sont conviés. Le groupe serait chargé de travailler avec les parlementaires sur un amendement qui devra être validé par chaque collectivité, en vue d'une présentation au Sénat la deuxième quinzaine d'octobre. Voilà le schéma idéal. Mais comme l'ont relevé aussi bien Charles Buttner qu'Hubert Miehé, « le diable se cache dans les détails ». Pour l'heure, tout le monde prend bien soin de ne pas rentrer dedans.

Clément Tonnot

## Kennel : « Ni repli, ni rejet »

Le président du conseil général du Bas-Rhin, Guy-Dominique Kennel (UMP), veut balayer tout malentendu au moment où un accord a été trouvé entre les trois collectivités alsaciennes, pour relancer le conseil d'Alsace. Pour lui, ce projet ne signifie « ni le repli, ni le rejet des Régions voisines ».

L'annonce d'une grande région Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne a créé, selon Guy-Dominique Kennel, « un électrochoc dans la population ». Celui qui avait manqué avant le référendum pour booster la participation. En campagne pour les sénatoriales, le président bas-rhinois prend le pouls de l'opinion à travers les élus. Il se

défend de jouer sur la question identitaire. « Il existe une cohérence économique dans l'inscription de notre territoire dans le Bassin rhénan et dans un cadre européen. La France ne pourra qu'en profiter », plaide-t-il, en observant que cela n'empêchera pas la coopération avec la Lorraine et avec la Franche-Comté.

En attendant, les trois assemblées doivent passer par un vote. « Nos services travaillent ensemble pour élaborer une délibération commune. Il n'est pas question d'un copié collé de celle votée avant le référendum », souligne-t-il, en résumant ainsi l'esprit : « Un président, une assemblée, un budget ». « Cela répond à la demande de nos concitoyens et des élus »,

Y. B.

## Stocamine Le collectif Destocamine crie au scandale

« Décision scandaleuse », « provocation »... Le collectif Destocamine ne décolère pas après la décision de Ségolène Royal (L'Alsace du 22 août) de demander le déstockage de 93 % des produits mercureux. « Au mépris de toutes nos interventions à Paris, de toutes nos explications, de toute l'implication de nos élus alsaciens, la ministre suit la position du liquidateur M. Rollet et ses experts du corps des mines, sans même avoir entendu la population alsacienne pourtant concernée au premier chef », dénonce le collectif. Celui-ci rappelle que « retirer 93 % du mercure contenu dans les déchets consiste en réalité à retirer 11 % des 44 000 tonnes stockées sous nos pieds ».

Le collectif, qui réclame un déstockage total, souligne que « les 89 % restants seront définitivement confinés par de la bentonite qui ne fera que retarder la pollution inéluctable de la nappe phréatique ». « La nappe phréatique la plus importante d'Europe sera donc polluée, les experts sont unanimes, par 39 160 tonnes de déchets hautement toxiques, même dissous dans l'eau », poursuit le collectif, selon qui « au cours de la concertation publique diligentée par le ministère, la quasi-totalité de la population concernée s'est prononcée pour le déstockage des 44 000 tonnes, c'est-à-dire pour la remontée de la totalité des déchets. Il est scandaleux que l'État fasse si peu de cas des souhaits des citoyens et de leurs élus ! »

Le collectif Destocamine « n'accepte pas cette décision et fera valoir ce droit à la préservation de notre nappe devant la juridiction adéquate. Le combat continue ! », promet le collectif.

### Aéroport Zurich en hausse au 1<sup>er</sup> semestre

L'aéroport de Zurich a enregistré un rebond de son bénéfice net au premier semestre, à 88,1 millions de francs (72,2 millions d'euros), contre 10,1 millions un an plus tôt. Le chiffre d'affaires de la société Flughafen Zürich, qui chapeaute l'aéroport, s'est à l'inverse contracté de 3,4%, à 453,7 millions (372 millions d'euros). L'ampleur de la hausse du bénéfice s'explique par le fait que, durant la même période de 2013, une restructuration d'engagements financiers à long terme avait pesé à hauteur de 73,3 millions de francs sur les résultats, a nuancé mercredi dans un communiqué Flughafen Zürich. Corrigé de cet effet extraordinaire, l'amélioration ne se monte qu'à 4,7 millions.

Quant au nombre de passagers, il a enregistré une légère croissance de 0,5 %, à 11,89 millions. Pour l'ensemble de l'année, la société escompte une croissance des passagers de l'ordre de 1 %, notamment grâce à l'évolution positive du trafic régional.